

RND : AHMED OUYAHIA MUSCLE SON DISCOURS ET MET EN GARDE :

«Il y a des limites à tout et que chacun reste à sa place !»

Le directeur de cabinet de la présidence de la République, Ahmed Ouyahia, a profité de l'occasion que lui a offerte «la Conférence nationale pour la jeunesse», organisée par son parti, le RND, hier à Alger, pour s'exprimer sur certaines questions brûlantes de l'actualité nationale. Quasiment toutes, à commencer par l'étrange communiqué de la présidence de la semaine dernière.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Le communiqué de la présidence parlait des réformes politiques en général. Un passage seulement y a été consacré aux changements au sein du DRS. Or les gens n'ont retenu que cela. Je suivais, ce jour-là, au journal télévisé du 20h à la télévision nationale et j'ai été étonné que l'on ne cite que ce passage. Non ! Ce communiqué n'était pas du genre, comme qui dirait : excusez-moi de demander pardon.»

Ahmed Ouyahia répondait, là, à une question à propos de ce communiqué, en marge de la conférence. «Non, il n'était pas destiné à justifier une décision de l'Etat.» Ces changements au niveau du DRS, qui dominent l'actualité nationale depuis le 19 septembre dernier, Ouyahia en a parlé longuement hier.

«Ceux qui nous accusent de vouloir militariser le régime sont ceux qui, hier encore, se prélassaient sous la protection des chars ! L'Armée nationale populaire a sauvé l'Algérie (...) Voici qu'aujourd'hui, certains, qui traitaient il n'y a pas si longtemps le DRS de

bouchers et je ne sais quoi encore, se découvrent les plus grands défenseurs du DRS».

Après avoir rendu hommage au général Toufik et à l'institution, Ouyahia assénera : «Ce sont ces gens-là, qui critiquent aujourd'hui les changements qui, en réalité, veulent casser l'ANP. Y compris d'anciens officiers.» Une allusion à peine voilée au général Benhadid qu'Ouyahia, par ailleurs, dit ne pas vouloir «commenter une affaire qui est entre les mains de la justice». Pour le patron du RND, «les décisions de l'Etat doivent être protégées». Il ne manquera pas de mettre en garde : «Il y a des limites à tout. Que chacun reste à sa place !» Il accablait ensuite l'opposition. «Il y a ceux qui veulent parvenir au pouvoir par l'anarchie. Il y a certains hommes politiques qui se frottent les mains avec la crise économique espérant ainsi l'avènement d'une explosion sociale. Est-ce l'avis des familles algériennes ? Non ! Car le peuple en a grandement souffert durant les années 90 (...)».

S'adressant toujours à l'opposi-

tion, Ouyahia poursuit : «Que l'on se rappelle cette histoire de Mesmar Jeha, au début des années 1990 lorsque le parti dissous parlait du Président Chadli. Eh bien, ce n'était pas le Président, mais le pays tout entier qui avait failli sombrer !» Se voulant plus précis, il ajoutera : «Ces gens-là oublient que le 17 avril 2014, le peuple, en voyant le Président Bouteflika, a eu de la sympathie pour lui.» Le propos, ici, cible les partisans de l'application de l'article 88. «Nous disons à ces gens-là que la démocratie des périodes des transitions, nous n'en voulons plus ! De la démocratie de l'anarchie non plus, d'ailleurs.»

La patronne du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune, aura droit à un «traitement spécial» dans le discours d'Ouyahia qui l'épinglera à deux reprises. «Dans tous les pays du monde, y compris la Chine communiste, avec à sa tête un parti unique, l'on bâtit son économie sur l'entreprise et l'investissement privé. Dans tous les pays du monde, l'extrême gauche a échoué et je ne vois vraiment pas par quel miracle elle réussirait chez nous.» Et d'une. Et de deux, le patron du RND achèvera Louisa Hanoune en la citant nommément lors de son point de presse. «Je n'arrive plus à suivre son raisonnement ! Prenons l'affaire El-Hadjar. Elle nous accusait d'avoir vendu El-Hadjar, et



Ahmed Ouyahia, SG du RND.

maintenant que nous avons récupéré le complexe, elle critique également cette décision.»

Sur sa lancée, Ouyahia n'épargnera pas non plus le secrétaire général du FLN en réitérant le rejet, de manière sèche, de l'initiative de Ammar Saâdani. Après le communiqué cinglant du RND d'il y a une semaine, à travers lequel Ouyahia disait, en quatre points, pourquoi ce «front de soutien» n'intéresse pas son parti, il est revenu à la charge, hier, en tranchant définitivement : «Le mode proposé (par le FLN, ndlr) ne nous convient pas.» Une certitude, dans tout cela : cette

réponse du berger à la bergère enterre définitivement l'initiative de Ammar Saâdani qui, rappelons-le, était le premier à s'opposer et à combattre l'initiative d'une alliance lancée par Ouyahia en juin dernier.

Défendant, par ailleurs, les choix économiques du gouvernement, formalisés lors du dernier Conseil des ministres, Ouyahia assumera toutes les décisions prises récemment par l'Etat, y compris la fermeture de la chaîne El Watan TV : «Il y a des limites à tout, même pour la liberté d'expression. L'Etat doit protéger ses intérêts.»

K. A.

INTÉRÊT MÉDIATIQUE POUR LES SEULES LUTTES DU SÉRAIL

«Pour leurrer le peuple», estime le RCD

Au RCD, on considère que tout l'intérêt médiatique suscité ces derniers temps autour des «seules luttes du sérail» n'est qu'une manière de «leurrer la communauté nationale et la détourner du statu quo actuel et des sombres desseins dans lesquels les tenants du pouvoir veulent enserrer la Nation».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Des agissements qui, en l'absence d'instances de médiation et de concertation légitimes, crédibles et affranchies des chapelles et autres officines occultes, risquent de précipiter le pays dans une désintégration annoncée, relève le secrétariat national du parti, réuni jeudi en session mensuelle ordinaire.

Un constat qui fait réitérer au RCD deux de ses vieilles revendications : «Dissolution de la police politique qui continue à régenter la vie publique et à infliger le fait du prince» qui est «la solution à la crise aiguë», et «retour à la souveraineté du peuple dans une consultation organisée exclusivement par une instance indépendante de gestion des élections pour mettre un terme aux fraudes électorales» et «favoriser l'avènement d'une transition démocratique et l'émergence d'une nouvelle élite politique capable d'impulser une vision et une gouvernance audacieuses et à inscrire l'intérêt national dans son agenda politique».

Dans cette optique, le SN se félicite du succès à la couronné la marche organisée par le bureau régional de Tizi-Ouzou et tient à saluer la mobilisation des citoyens qui ont massivement répondu aux mots d'ordre du parti pour requérir le respect des droits sociaux et culturels et dénoncer l'annulation unilatérale et arbitraire des projets de déve-



Mohcène Belabès, président du RCD.

loppement, le désinvestissement dans les secteurs les plus vitaux et l'insécurité.

Prenant acte de la mobilisation citoyenne lors de sa marche à Tizi-Ouzou, le 3 octobre dernier, pour «requérir le respect des droits sociaux et culturels et dénoncer l'annulation unilatérale et arbitraire des projets de développement, le désinvestissement dans les secteurs les plus vitaux et l'insécurité», le RCD considère que «la réappropriation populaire et pacifique de la rue en tant qu'espace de contestation et de revendication est l'instrument démocratique privilégié devant l'unilatéralisme du pouvoir», rappelant avoir organisé en une année pas moins de 8 marches dans les villes du centre du pays.

Abordant le chapitre économique, les membres du secrétariat national du RCD estiment que «la réduction brutale des dépenses, annoncées à la hussarde, ne peut être la solution à la crise financière qui frappe le pays,

faute de l'avoir anticipée avec les embellies de ces quinze dernières années investies dans la spéculation, le gaspillage et le transfert de richesses au profit exclusif de la prédation et de réseaux clientélistes et rentiers».

Une politique d'austérité entamée par des coupes sombres dans le budget d'équipement mine l'avenir immédiat du pays», considère encore le RCD pour qui la tripartite de mercredi dernier, en plus d'avoir exclu une fois de plus les syndicats autonomes, «crée l'exploit de n'inscrire aucun dossier à son ordre du jour» en ce sens qu'elle «ne vise rien d'autre que la caution de partenaires sociaux et économiques, choisis dans le tri», à l'effet de «légitimer la politique d'austérité déjà mise en branle».

Pour le RCD, le pouvoir «ne veut pas tirer les enseignements des crises précédentes et s'enfonce, comme toujours, dans le cynisme et l'approximation et privilégie corrélativement la fuite en avant au lieu de faire preuve d'un minimum de sens de responsabilité et d'esprit patriotique pour préserver les maigres chances de sauvegarde dont dispose encore la nation».

Par ailleurs, le RCD qualifie la récente mise sous scellés des locaux de la chaîne privée El Watan TV d'abus manifeste qui s'ajoute à ce verrouillage du champ public, aux atteintes à la liberté d'expression et aux cabales judiciaires fomentées contre les journalistes et les militants politiques et syndicaux.

1^{er} campus des jeunes militants du parti les 16, 17 et 18 novembre

A défaut de sa traditionnelle université d'été qu'il n'a pu tenir en son temps faute de disponibilité d'une structure d'accueil, le RCD tiendra le tout premier campus de ses jeunes militants les 16, 17 et 18 novembre prochain.

Et le changement n'est pas que dans l'inti-

tulé de la manifestation puisque cette dernière sera sous la responsabilité de l'Organisation de la jeunesse libre du parti (OJL), structure qui regroupe les jeunes militants du parti mise sur pied à la mi-mai dernier.

Ce campus, qui aura pour cadre la mutuelle des matériaux de construction de Zéralda, à l'ouest d'Alger, regroupera, selon le coordinateur national de l'OJL-RCD, Nassim Yassa, un peu plus de 500 jeunes militants du parti issus de l'ensemble des wilayas du pays. Tout ce beau monde aura à suivre un menu en cours d'élaboration qui comprendra, outre des conférences, probablement cinq, des ateliers de formation.

Si les premières activités seront animées par des cadres du parti autour de thèmes comme la situation politique et financière du parti, la transition démocratique, les secondes animées toujours par des cadres du parti traiteront, entre autres, des techniques de rédaction (communiqués, rapports, P-V, etc.) et de communication, la prise de parole en public, la laïcité, la régionalisation qui constituent des axes phares du programme du parti.

Nassim Yassa, ce jeune universitaire de Nacéria, dans la wilaya de Boumerdès, fait part, par ailleurs, de la poursuite de la structuration de l'organisation dont il assure la coordination. Jusqu'à présent, nous avons des coordinateurs au niveau de 12 wilayas et d'ici la fin de l'année en cours, nous couvrirons près de 25 wilayas.

A noter que le RCD se dotera prochainement d'une autre organisation dédiée, celle-ci, aux femmes et filles militantes du parti. Ses assises, initialement prévues début septembre, auront lieu après le campus des jeunes militants. Les préparatifs, pour ce faire, vont bon train, assure-t-on au sein du secrétariat national.

M. K.